

SIDÉRURGIE

Le premier sidérurgiste mondial a annoncé hier un chiffre d'affaires de 105 milliards de dollars, en hausse de 19 %, et un résultat net de 10,4 milliards, en progression de 30 %. ArcelorMittal entend faire passer des hausses de prix pour compenser celle de ses coûts.

Acier : 2008, année test pour le modèle ArcelorMittal

Après un exercice record, ArcelorMittal va pouvoir tester cette année la robustesse de son modèle économique. Comme ses concurrents, le leader mondial de l'acier est confronté à une forte hausse de coûts, notamment du minerai de fer. Toute la question est de savoir dans quelle mesure il sera capable de répercuter celle-ci à ses clients dans un contexte d'incertitudes conjoncturelles. « *L'environnement économique pourrait s'avérer difficile, mais nous croyons que l'industrie sidérurgique a changé* », a déclaré hier son patron et actionnaire, Lakshmi Mittal. Une référence à la fusion entre Arcelor et Mittal, qui a donné naissance à un groupe dont la production (110 millions de tonnes par an) représente 10 % du marché et trois fois plus que celle du numéro deux, Nippon Steel.

Grâce à son poids, le groupe s'estime à même de passer des hausses de prix importantes, suivies par le reste de l'industrie. En Europe, ArcelorMittal entend

ainsi augmenter début avril de 12 % à 15 % les prix des aciers plats au carbone, soit un nouveau seuil de prix de 560 euros la tonne pour l'acier laminé à chaud. Hier, son concurrent ThyssenKrupp a évoqué des augmentations allant jusqu'à 100 euros.

Ces augmentations, si elles sont acceptées par les clients, pourraient toutefois ne pas suffire à compenser la hausse de prix du minerai de fer. Des négociations ont lieu actuellement entre les groupes miniers et leurs clients et devraient aboutir fin mars. « *Nous*

pourrions voir des augmentations de ces prix de 50 % en 2008 », estime Peter Archbold, analyste crédit chez Fitch Ratings.

« Environnement difficile »

Dans ce contexte, la vigueur de la demande de bobines, barres et autres poutrelles d'acier sera déterminante. Or, aux Etats-Unis, elle s'essouffle dans la construction. Et, dans l'automobile, ArcelorMittal a dû négocier dans un « *environnement difficile* », a reconnu le directeur financier, Aditya Mittal. En Europe, la de-

mande semble plus saine, malgré le recul attendu du marché espagnol de la construction. Sur le Vieux Continent, le groupe se félicite du recul des importations en provenance de Chine, qui avaient sévèrement perturbé le marché sur les neuf premiers mois de 2007. Apparemment, les mesures du gouvernement chinois ont produit leurs effets. Pas de quoi cependant interrompre la saisine de la Commission européenne par les sidérurgistes européens contre ce qu'ils estiment être du dumping. Plus globalement, ArcelorMittal

s'estime en meilleure position pour profiter de la croissance du secteur, largement nourrie par la demande des pays émergents. Il entend tirer pleinement parti des synergies issues de la fusion, de l'apport des 35 acquisitions annoncées l'an dernier pour plus de 12 milliards d'euros et de l'intégration verticale de ses activités, allant des mines à la distribution. L'année dernière, ce modèle a démontré sa force. Le groupe a enregistré des ventes de 105 milliards de dollars (72 milliards d'euros), en hausse de 19 %, et un résultat net de 10,4 milliards de dollars (7,1 milliards d'euros), en progression de 30 %. Le résultat net a reculé entre le troisième et le quatrième trimestre, malgré une progression des volumes livrés. Pour le premier trimestre, le groupe table sur un résultat opérationnel stable par rapport au quatrième trimestre de 2007. Hier, l'action a reculé de 3,64 % et celle de ThyssenKrupp de 2,95 %.

THIBAUT MADELIN

Fermer en partie Gandrange, « la meilleure option »

Alternatives. Lakshmi Mittal a défendu hier le projet de fermeture partielle de l'usine de Gandrange, qui prévoit la suppression de 600 postes mais suscite la colère des syndicats et l'interventionnisme de Nicolas Sarkozy. « *Nous allons regarder les options alterna-*

tives, mais nous croyons que [notre] plan est la meilleure option pour la région Lorraine », a déclaré hier le patron et actionnaire du leader mondial de l'acier. Après une rencontre avec le président de la République, fin janvier, il a accordé deux mois aux syndicats pour présenter

un projet alternatif. Après les résultats record publiés hier, « *il va être très difficile d'expliquer pourquoi on n'investit pas ici avec, pour conséquence, la suppression de 600 emplois* », a déclaré Marcel Thill, secrétaire CFDT du comité d'établissement du site.